

Avec la police, Threema s'offre un client de choix

MESSAGERIE La Conférence des commandants des polices cantonales de Suisse a choisi l'application de Threema pour ses communications. La messagerie payante revendique désormais plus de dix millions d'utilisateurs

ANOUCH SEYDTAGHIA

🐦 @Anouch

C'est un client de prestige que vient de s'offrir Threema. L'entreprise suisse, qui propose une messagerie éponyme, vient de signer un contrat avec la Conférence des commandants des polices cantonales de Suisse. Plusieurs milliers de policiers utiliseront ainsi l'application de la société suisse, une app ultra-sécurisée et respectueuse de la vie privée qui offre des services comparables à ceux de WhatsApp (propriété de Meta), Signal (appartenant à une fondation) ou encore Telegram (en mains de ses fondateurs russes).

Repéré par le site spécialisé alémanique Netzwoche, le contrat décroché par Threema figure sur le site web Simap.ch, soit le système d'information sur les marchés publics en Suisse. Le document en ligne fait mention d'un contrat portant de juillet 2022 à décembre 2026. Le montant total est très exactement de 2,05 millions de francs, ce qui équivaut à grosso modo 25 000 licences.

Sans numéro de téléphone

Pourquoi Threema a-t-il été choisi par la Conférence des commandants des polices cantonales de Suisse? Le site Simap.ch fournit quelques éléments de réponses. On y voit que la messagerie a été sélectionnée parce que toutes les données sont conservées en Suisse et qu'elle répond à plusieurs exigences clés: pas d'utilisation des numéros de téléphone personnels et pas d'utilisation des adresses e-mail per-

sonnelles des policiers. Il est en effet possible de s'inscrire sur Threema sans donner son numéro de téléphone (ce qui est impossible sur WhatsApp, par exemple) et les données sont totalement chiffrées, Threema ne pouvant pas accéder au contenu des échanges.

La messagerie a notamment été sélectionnée parce que toutes les données sont conservées en Suisse

Contactée par *Le Temps*, la Conférence des commandants des polices cantonales de Suisse donne quelques éléments supplémentaires. «Threema a rempli toutes nos exigences et a proposé une très bonne offre», affirme un porte-parole. Selon lui, «Threema est un produit standard qui fait l'objet d'un développement continu. Son apparence et sa convivialité sont très proches de celles des applications les plus répandues. L'acceptation par les utilisateurs est donc très élevée. La solution existante d'Abrexas devait être fondamentalement remaniée sur le plan technique et fonctionnel.»

Vers une obligation

Les policiers auront-ils l'obligation d'utiliser Threema, ou sera-t-elle une option? «Dans ce domaine, la responsabilité incombe aux différents corps de police», répond le porte-parole. Il ajoute: «On peut s'attendre à ce que les collaborateurs soient obligés d'utiliser Threema à l'avenir

pour communiquer entre eux de manière professionnelle et confidentielle.»

De son côté, Threema ne préfère pas communiquer sur ce contrat, mais on devine que ce nouveau client va contribuer à asseoir sa notoriété. L'application comptait 6 millions de clients en 2020, et en revendique actuellement plus de 10 millions (contre deux milliards pour WhatsApp, à titre de comparaison). L'app de Threema coûte environ 4 francs, un prix variant légèrement selon les magasins d'apps et les pays. Il s'agit d'un prix unique, il n'y a aucun abonnement supplémentaire, ni affichage de publicité. En face, tant WhatsApp que Signal ou Telegram sont gratuits, mais ils récoltent, à des degrés divers, certaines données sur les utilisateurs. Fondée en 2012, Threema est basée à Pfäffikon (SZ).

Emirates parmi les clients

Threema compte plus de 7000 clients commerciaux, qui utilisent le service pour des messages texte ou des appels vidéo, tant sur smartphone que sur ordinateur. Parmi ces clients, on retrouve Daimler, SIX Group, la ville de Francfort, Emirates ou encore l'hôpital de Thoun.

En janvier 2022, c'est l'armée suisse qui avait opté pour Threema. «A l'avenir, l'armée interdira à ses membres d'échanger des informations entre eux via WhatsApp, Signal ou Telegram et de diffuser des instructions via ces canaux», indiquait un document interne que le *Tages-Anzeiger* avait pu consulter. Le fait que Threema ne soit pas soumise au Cloud Act, qui permet aux autorités américaines d'accéder aux données des entreprises américaines, même si les serveurs sur lesquels sont stockées les données se trouvent à l'étranger, avait aussi été un argument en faveur de la solution suisse. ■